

**DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
AU SEIN DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES ESPACES, SITES ET
ITINERAIRES (CDESI)**

Séance du 4 mai 2026
Dûment convoqué le 27 avril 2026

En l'an 2026, le lundi 4 mai à 18 heures, les membres du conseil communautaire se sont réunis en séance publique, sous la présidence de M. Pierre BATAILLE, Président de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes.

Présents (30) : J.-P. ASTRUCH, B. AUXACH, P. BATAILLE, M. BATLLO, D. BATLLO-BAUDRY, L. BISSIRIEIX, M. BLANC, M. BLANIC, P. BLANQUE, O. BRETON, P. CAMPS, J.-L. FOUIN, S. GAUMOND, P. GAUX, A. HUG, D. LABRE, C. LANDRIEU, J.-D. LAPORTE, M. LEBECQ, A. LUNEAU, S. PARASSOLS-BECQ, C. PETRIEUX, S. POLATO, M. POUDADE, S. PRUDENTOS, H. PUIGREDO, M. RIFF, P. RIU, A. TAHOCES, S. VAILLS.

Suppléante (1) : K. VILLARES.

Absents (2) : G. PEYRE, C. VERDAGUER.

Pouvoirs (3) : P. ESCARO (à M. RIFF), R. LARROZE (à A. LUNEAU), J.-M. LATUTE (à D. BATLLO-BAUDRY).

Secrétaire de séance : Karine VILLARES

Acte n° : CCPC-2026124-32

Rapport

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les statuts de la CC Pyrénées Catalanes,

VU les statuts de la CDESI prévoyant la représentation de la communauté de communes,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination de désigner ses représentants au sein du CDESI ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Il est proposé au conseil communautaire :

- De désigner au sein de la CDESI :

Titulaire de la CDESI
1. Antonin HUG

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide (à l'unanimité):

- De désigner au sein de la CDESI :

Titulaire de la CDESI
1. Antonin HUG

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le jour, mois et an ci—dessus.

Accusé de réception en préfecture 066-246600464-20260504-CCPC-2026124-32-DE Date de réception préfecture : 11/05/2026

**Le Président,
Pierre BATAILLE**

Affiché le :
Transmis en sous-préfecture le
Document exécutoire à compter du



Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20260504-CCPC-2026124-32-DE
Date de réception préfecture : 11/05/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

